

Communiqué

Tapis dans le bocage : la vérité sur les armes secrètes des "zadistes"

Alors que l'hypothèse d'un abandon officiel du projet d'aéroport se dessine enfin, on assiste en parallèle à une campagne politique et médiatique de diabolisation des "zadistes". A partir de quelques photos et informations diffusées par des services de gendarmerie, nous voyons, depuis quinze jours, enfler des fables reprises sans aucune gêne d'articles en plateau télé par une cohorte d'"analystes", élu.e.s et journalistes. Ceci sans que les un.e.s ou les autres semblent souvent se préoccuper de vérifier quoi que ce soit avant publication.

Dans une atmosphère digne d'une mauvaise Cendrillon, un puits se transforme alors en tunnel viet-cong, des bâtons plantés dans un talus en une herse sanguinaire, des zadistes kamikazes attendent du haut des arbres pour mourir en se jetant sur la police et les sentiers empruntés quotidiennement par tout un chacun sur la zad sont piégés de toute part.

Au final, la zad serait habitée par une bande de 150 fous furieux tapis depuis des années dans le bocage le couteau entre les dents, occupés à essayer tant bien que mal de souder dans la boue des lames de rasoir sur des boules de pétanque. Il arrive heureusement parfois que des journalistes fassent aussi leur travail et que certains des mensonges les plus grossiers soient démasqués : le couple mascotte de riverains indignés contre la zad au printemps 2016 étaient de faux voisins ; le JDD a dû s'excuser mardi pour ses fausses "photos secrètes des armes de la zad"...

Ce n'est pas la première fois que nous avons à faire face à ce type de campagnes médiatiques, qui nous informent avant tout sur les fantasmes de leurs auteurs. Leurs boniments hargneux peuvent bien faire rire parfois lors des veillées hivernales. Mais nous n'oublions pas, qu'au-delà de vendre du papier, ils appuient des objectifs précis et pourraient avoir des conséquences funestes.

Pour préparer l'opinion à une éventuelle évacuation de la zad, il faut, de nouveau, créer l'image la plus étrangère et la plus anxiogène possible des personnes que l'on s'apprête à réprimer. Il s'agit d'opérer, dans les représentations, le glissement de la catégorie de "militant.e.s" vers celle de "terroristes". Ce que le tableau des "djihadistes verts" vient alors légitimer, c'est que l'on emploie éventuellement demain des moyens de répression extrêmement brutaux et possiblement inédits contre nous.

On retrouve dans tous ces récits la traduction d'une volonté classique de diviser un mouvement, en tentant de stigmatiser et d'isoler de leurs alliés les franges qui apparaissent comme les plus gênantes. Il faut dire qu'il y a visiblement dans ce pays une foule de décideurs pour qui la zad et le mouvement anti-aéroport représentent dans leur ensemble un insupportable affront. Pour ceux qui sentent bien que, pour une fois, le vent pourrait tourner en leur défaveur, le mot d'ordre semble clair: "Aéroport ou pas, vengez nous au moins des zadistes !". Et ce quand bien même le sens de la décision annoncée par le gouvernement finirait par donner raison à celles et ceux qui auront défendu ce morceau de bocage.

Mais si la question de l'évacuation de la zad est restée depuis 2012 ingérable pour l'Etat, cela n'a jamais tenu en soi à la question de 150 soi-disant "ultra-violents", finalement aisément éjectables en d'autres circonstances. Ce que celles et ceux qui crient au loup cherchent à gommer c'est que le gouvernement fait face depuis des années à un mouvement populaire impliquant des voisin.e.s et des paysan.ne.s, des associations et des groupes informels, des syndicats ou des comités de soutien dans toutes la France. Et ce mouvement, dans toute son hétérogénéité, a l'insolence de s'être donné les moyens de faire front commun. Si le ministère de l'Intérieur, à l'automne dernier, prévoyait en cas d'expulsion de mobiliser jusqu'au deux tiers des effectifs policiers disponibles dans ce pays, ce n'est pas parce qu'il devrait régler le problème d'une quelconque avant-garde combattante isolée, mais bien parce qu'il ferait face à des dizaines de milliers de personnes prêtes à résister sur le terrain. Ces dizaines de milliers de personnes ce sont, entre autres, celles qui sont venues planter leurs bâtons le 8 octobre 2016 sur le sol de la zad et qui demain, si le

gouvernement s'entêtait, seraient partout sur les routes et dans les champs pour arrêter la police et les tractopelles. Ce sont aussi toutes ces personnes qui aux quatre coins du pays iraient occuper leur mairie, leur préfecture ou les places de leur ville en signe de protestation.

Cette détermination n'a rien de nouveau. Déjà à l'automne 2012, 2000 policiers avaient été mis en échec par des semaines d'opposition physique extrêmement hétérogène - des personnes derrière des barricades ou dans des cabanes dans les arbres, d'autres allongées sur les routes ou entrelacées sur les toits des maisons, des tracteurs enchaînés et des chantiers constants de reconstruction. Ce que cette résistance improbable avait alors suscité c'était un élan de soutien massif dans toute la région. Ce qui a changé depuis 2012, c'est que la zad est devenue plus emblématique encore et que les solidarités multiples qu'elle suscite se sont densifiées.

Dans le fond, ce que la focalisation pour les "pièges cachés" et les "boules de pétanque" cherche à mettre sous le tapis c'est qu'il ne s'agit pas simplement pour les habitants et usagers de la zad, anciens et nouveaux, d'empêcher la destruction d'un territoire mais aussi de réinventer d'autres mondes possibles. A ce niveau, il convient de préciser qu'il n'y pas sur la zad des "ultra-violents" d'un côté et des "néo-ruraux" de l'autre, mais une diversité de personnes déterminées à vivre et lutter ensemble. Nous ne séjournons pas dans des casernes mais construisons pas à pas depuis des années des formes de vie, d'habitat et d'activités fondées sur le partage, la rencontre, le soin du vivant et des biens communs.

Pour tous ceux qui, derrière leurs beaux discours, comptent bien continuer à tirer profit de la destruction des ressources naturelles, des inégalités croissantes et de la domestication des populations, il est visiblement inacceptable que quiconque essaie de s'organiser - de manière un tant soit peu visible et conséquente - à contre courant de leurs valeurs mortifères. Et pourtant, on peut parier, face à un monde qui va droit dans le mur, que ce qui se tente concrètement sur la zad de Notre-Dame-Des-Landes - et dans d'autres espaces - pour reprendre sa vie en main, continuera à être jugé essentiel et soutenu par un nombre de plus en plus important de personnes.

Des habitant.e.s de la zad.